

Le répondant remercie le régulateur pour sa prompte réaction au caractère exceptionnel de la situation de Mayotte.

L'urgence de la situation des mahoraises et mahorais justifie des mesures exceptionnelles qui se doivent de coïncider avec les enjeux à long terme d'aménagement du territoire à des fins de résilience et durabilité, sans gréver les moyens notamment logistiques actuellement disponibles pour leur déploiement.

Question 1 : Quelles fréquences additionnelles peuvent être nécessaires

Une procédure en cours prévoit l'encadrement de la réattribution de fréquences radio, notamment celles libérées par l'un des quatre opérateurs historiquement présents sur l'île. Cette procédure devrait prendre fin le 30 avril 2025. Le déploiement et la configuration de nouveaux équipements pour une période de quelques mois ne correspond pas aux priorités logistiques et humaines du territoire et de sa population.

Les blocs appartenant aux bandes 900MHz, 1800MHz et 2100MHz devraient donc plus naturellement suivre la voie d'attribution normale.

Les équipements permettant l'exploitation des bandes 2,6 et 3,5GHz devraient être acheminés, déployés et alimentés tant en énergie qu'en connectivité sur le territoire, ce qui ne semble pas être une priorité importante et immédiate.

Le répondant s'interroge sur le fait que la consultation ait été émise le lendemain de la signature d'une délégation de service public, pour le déploiement d'un réseau de fibres optiques, par le Département de Mayotte, et qu'elle se propose d'offrir une solution concurrente à ce Réseau d'Initiative Publique.

Il est aussi reconnu que les problématiques de couverture mobile du territoire ne relèvent pas des capacités spectrales disponibles mais de soucis d'alimentation - qui seraient aggravés par l'ajout d'équipement pour exploiter de nouvelles fréquences - et de connectivité entre les sites équipés - qui arriveraient plus facilement à saturation avec l'augmentation des niveaux de bande passante éventuellement offertes.

Le répondant interroge le régulateur quand à sa faculté à discerner la nature des équipements d'accès mobiles présents sur le territoire, c'est à dire la compatibilité des terminaux avec ces fréquences proposées, faute d'informations fournies par les opérateurs. Hors, l'apport de nouveaux équipements terminaux - en plus des équipements de trois réseaux - au détriment de capacités logistiques actuellement nécessaires aux efforts humanitaires et de reconstruction ne semble pas revêtir de caractère prioritaire.

Question 2 : Un réaménagement du spectre est-il souhaitable ?

Les moyens techniques et humains nécessaires à la mise en œuvre d'un réaménagement du spectre pourraient être mieux employés à la consolidation des infrastructures existantes pour retrouver un niveau de service équivalent à la situation précédente l'événement climatique, alors que d'autres ressources des opérateurs sauraient être plus utilement employées à œuvrer pour la préparation d'une consolidation significative des infrastructures.

Question 3 : concernant les durées d'attributions

Des attributions trop courtes entraîneraient une pression humaine, logistique et énergétique invitant certains acteurs à un effet cliquet, c'est à dire de considérer comme acquises ses fréquences et en

demander le renouvellement à plus long terme sans contrepartie ni obligations de moyens et résultats. Il n'est pas envisageable pour le répondant de voir le marché mahorais oblitéré par des allocations "temporaires" amenées à être pérennisées, d'ici à ce qu'un plan parfaitement coordonné soit établi.

#### Question 4 : Autres remarques

Le régulateur mentionne l'existence d'allocations préalables en bande C (3,5GHz) mais omet la mention d'une très large couverture réalisée par des acteurs locaux en spectre ISM (2,4 et 5,4-5,8GHz). L'établissement d'une pression concurrentielle sur de telles offres d'accès serait délétère pour le tissu économique et technologique local, qui représente sur un seul acteur un parc de 5000 abonnés et 22 emplois, avec un fort potentiel de croissance.

Par ailleurs, ce réseau de propriété locale et créateur d'emplois requerrait l'attention des autorités sur les risques financiers encourus suite à sa destruction partielle, qui pourraient être remédiés par une aide financière modeste eu égard aux enjeux concernés.

Il n'est pas non plus fait mention des attributions de fréquences pour les liaisons en faisceaux hertziens, dont dépendent largement deux des trois opérateurs actifs. Ces liaisons sont actuellement indisponibles du fait de la destruction des pylônes les supportant.

Il est à noter que l'opérateur requérant principal dispose de liens en fibre optique qui, bien que les ayant déclaré saturés, pourraient être trivialement partagés avec les deux autres opérateurs mobiles et des opérateurs fixes au moyen de multiplexage DWDM passif. L'absence d'une telle offre, pourtant susceptible à favoriser la consolidation des infrastructures, est problématique. Il serait plus bénéfique pour le territoire d'ouvrir ce marché de gros plutôt que de proposer des attributions spectrales précaires.

Corolairement, les pylônes les plus importants sont tombés car leurs charges anténaire et leur prises au vent n'étaient pas correctement gérées par leurs propriétaires, notamment TDF. Il est crucial que tout investissement dans la consolidation puis la reconstruction des infrastructures prennent en compte les conséquences de l'urgence climatique, c'est à dire :

- Impose dès à présent la mutualisation passive des antennes afin d'en diviser le nombre par trois, et par la même d'alléger les pylônes, donc réduire les risques de nouvelles occurrences de dommages, mais aussi réduire les coûts
- Envisage d'imposer la mutualisation active des réseaux afin de réduire l'empreinte environnementale et énergétique des équipements nécessaires à leur fonctionnement.

Ces obligations de mutualisation telles que définies pour d'autres territoires ultramarins dans la décision 2024-1637 de l'Autorité établissent une base solide pour concevoir l'avenir des infrastructures de communication mahoraises.